



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 442 du 17 juillet 2026

La lutte contre la guerre, instrument de la domination et de la concurrence capitalistes pour le partage des profits, c'est la lutte pour le socialisme

Le dernier sommet de l'OTAN s'est tenu les 7 et 8 juillet à Ankara, sous la présidence du dictateur Erdogan en même temps que le salon de l'armement « Turkish Aerospace » avec en toile de fond la fin du cessez-le-feu en Iran et la reprise des bombardements américains, c'est-à-dire une nouvelle étape dans l'escalade militaire. Il illustre à quel point le militarisme et son corollaire, la place déterminante de l'industrie militaire, sont devenus une composante essentielle de la politique des grandes puissances entraînant l'ensemble des nations dans une confrontation internationale économique et financière, diplomatique et militaire permanente.

Les 32 États membres, le bloc occidental sous la houlette des USA, ont rappelé et affirmé leur « *engagement indéfectible en faveur de leur défense collective, conformément à l'article 5 du traité de Washington – une attaque contre l'un d'entre eux est une attaque contre tous* ». Après avoir accordé un soutien unanime aux bombardements américains contre l'Iran, ils ont réitéré leur soutien « *inébranlable* » à l'Ukraine.

La poursuite de l'escalade dans la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN contre la Russie en Ukraine était au centre du sommet. Les puissances européennes, principalement l'Allemagne et la France, prennent de plus en plus en charge la guerre dans la logique de leur politique militariste encouragée par les USA. Cela se traduit par une augmentation des commandes militaires et une hausse vertigineuse des budgets militaires. Quelque 50 milliards d'euros de contrats et autres commandes aux industriels du secteur de la défense ont été annoncés.

Rien qu'en 2025, les alliés européens et le Canada ont augmenté leurs investissements de défense de 139 milliards de dollars, une hausse de près de 20 % par rapport à l'année précédente.

La politique de l'État français participe pleinement à cette évolution guerrière et militariste.

Mercredi 1^{er} juillet, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté une rallonge de 36 milliards aux crédits militaires prévus par la Loi de programmation militaire, ce qui les portera à 436 milliards pour la période de 2026 à 2030. En 2 quinquennats le budget de l'armée a déjà doublé.

Dans son traditionnel discours aux armées, la veille du 14 juillet, Macron s'en est félicité, « *L'engagement a été tenu, les faits sont là et l'histoire jugera* » et il a développé sa propagande militariste : « *L'Europe est en train de devenir une puissance [...] Le message que nous envoyons au monde est le suivant : Oui, la paix est notre but, oui, nous chérissons la liberté et le droit. Et oui, nous nous tenons prêts à combattre pour les défendre toujours et au prix du sang s'il le faut.* » Propagande que le défilé militaire « *hors norme* » avec la présence de Zelensky et de chefs d'État de la « coalition des volontaires » engagés dans la guerre contre la Russie, voulait renforcer pour mettre au pas l'opinion.

Cette montée du militarisme, les guerres, sont l'expression brutale de la faillite d'un système dépassé par son propre développement fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'État national, le profit et la concurrence à l'heure de la mondialisation de la production et des échanges. Elles sont la conséquence de la politique des classes dominantes, la guerre de classe que mène le capital à l'échelle planétaire pour l'extorsion et le partage des profits.

C'est une logique qui domine les capitalistes eux-mêmes et qu'ils ne maîtrisent pas. Ils sont les apprentis sorciers d'un processus dont ils sont les agents actifs mais aveugles, totalement dépassés par les évolutions en cours dans une fuite en avant sans fin jusqu'au krach, la faillite.

La guerre inhérente au capitalisme, produit de sa crise et accélérateur de sa faillite

Le militarisme est une constante de la politique des classes capitalistes. A la fin du 19^{ème} siècle, au moment où les politiques coloniales se déploient, Engels écrivait que « *le militarisme domine et dévore l'Europe* »¹. Il en est devenu un de ses traits permanents.

La capacité de destruction a pris des proportions inconnues au siècle précédent comme on l'a vu de Verdun à Hiroshima puis dans les conflits qui ont suivi jusqu'à aujourd'hui. Depuis le début du 20^{ème} siècle la part des civils

1 <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611s.htm>

tués dans les différents conflits a augmenté de façon exponentielle : moins de 5 % avant 1914, plus de 70 % dans les conflits actuels !

A l'issue des 2 guerres mondiales, la nouvelle période, dominée par les USA, n'a pas apporté plus de stabilité au capitalisme. Elle en a déplacé le centre de gravité et après la chute du mur de Berlin elle en a élargi le champ jusqu'à la planète entière.

La période qui suit 1945 peut être vue ici comme une séquence de relative stabilité mais elle n'a pas cessé de connaître des guerres. On estime aujourd'hui qu'il y a eu plus de 200 conflits dans le monde qui ont fait près de 25 millions de morts depuis 1945.

Le chaos actuel est d'abord la réponse à tous les mensonges et à la propagande qui avaient suivi la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS sur une prétendue « *mondialisation heureuse* ».

Même dans la décennie 90, les conflits n'avaient jamais cessé. C'est l'époque où les USA ont favorisé le développement du libre-échange en mettant sur pied l'OMC tout en élargissant l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie.

La guerre est revenue sur le devant de la scène avec la première guerre du Golfe sous mandat de l'ONU, « *ses frappes chirurgicales* » et ses « *dommages collatéraux* » ou en renouant avec une barbarie insupportable comme en ex-Yougoslavie ou au Rwanda.

Depuis le début du 21^{ème} siècle, la grande dépression de 2008-2009 et plus encore depuis 2020 et les conflits aujourd'hui en Ukraine et au Moyen-Orient, les tensions entre les USA et la Chine, le monde connaît un emballement militariste, conséquence de la crise d'accumulation du capitalisme et de l'exacerbation de la concurrence. A défaut d'avoir de nouvelles perspectives de développement, le capitalisme devient de plus en plus prédateur. Cette fuite en avant exacerbe les nationalismes et la fragmentation du monde, engendre une instabilité croissante et accélère la marche vers la faillite.

Ce qui a déjà commencé, c'est bien une mondialisation de la guerre.

La militarisation en cours ne constitue pas une répétition à une autre échelle des 2 guerres mondiales du XX^{ème} siècle, un affrontement entre quelques puissances dominantes pour le partage du monde. Le rapport de force entre les puissances a changé, les liens entre elles aussi, le prolétariat s'est développé à l'échelle planétaire : le capitalisme connaît un nouveau stade de son histoire qui ouvre aussi des possibilités révolutionnaires nouvelles au prolétariat. L'ère de l'impérialisme a accouché d'une nouvelle mondialisation. La lutte pour l'émancipation a poursuivi son œuvre mais elle est restée enfermée dans les rapports de production du capitalisme financiarisé mondialisé dont les contradictions poursuivent aussi leur inexorable travail de sape.

Les anciens pays coloniaux ont conquis leur indépendance, se sont et ont été intégrés au marché mondial

et certains comme la Chine sont devenus les principaux concurrents des USA.

En 2011 Obama déclarait pour définir ce qu'il appelait la politique du « pivot stratégique » : « *il n'y a pas de solution de marché à la compétition avec la Chine* ». Concrètement cela a voulu dire une hausse brutale des tarifs douaniers mais surtout un redéploiement militaire vers l'Asie et en particulier autour de Taïwan, en mer de Chine. La concurrence économique a nourri les préparatifs militaires.

Et Obama s'inscrivait dans la continuité du tournant engagé par Bush fils au début du 21^{ème} siècle, la construction d'un « *nouvel ordre mondial* » par la stratégie de la « *guerre sans limites* » qui s'est traduite alors par les interventions en Afghanistan et en Irak, l'une et l'autre des échecs.

Les USA, après la chute de l'URSS, croyaient voir s'ouvrir une nouvelle ère de domination, « *le siècle américain* ». Ils s'engageaient en fait dans leur déclin, contraints de se confronter sur le marché capitaliste mondialisé à la concurrence des anciens pays coloniaux ayant conquis leur indépendance.

La stratégie militaire soumise aux objectifs financiers des milliardaires

Dans le capitalisme financiarisé et mondialisé les chaînes de production, les capitaux, les réseaux de communications et d'échanges s'interpénètrent et se combinent à une échelle inédite. Cela ne supprime pas la concurrence, cela l'élargit sur un espace bien plus grand de sorte que l'ensemble des nations sont entraînées d'une façon ou d'une autre dans cette folle sarabande.

Il ne s'agit plus de conquérir des terres nouvelles au détriment de ses concurrents, de luttes directes pour la conquête de territoires mais d'occuper une position dominante dans les différents canaux qui permettent de réaliser de nouveaux profits, d'accéder aux ressources en matières premières, de soumettre les pays aux intérêts des multinationales et en particulier des géants de l'IA et de capter la rente que cela permet.

Comme l'écrivait Claude Serfati en 2003 : « *La guerre accroit et conserve son rôle dans la phase actuelle de la mondialisation du capital* »². C'est encore plus vrai depuis la crise de 2008 qui a affaibli le capitalisme américain et le système global, alors que les taux de profits stagnent et qu'ils ne peuvent se maintenir qu'à travers une politique de prédation, « *d'exploitation par dépossession* ».

La recherche de profits à court terme, la circulation de sommes colossales de capitaux vers les circuits financiers accentuent encore le chaos du fonctionnement économique. Les objectifs militaires sont directement reliés à une stratégie financière à court terme et en épousent la trajectoire chaotique. Loin d'être l'expression d'une forme de toute puissance, la militarisation de l'économie et le militarisme aggravent l'incohérence du système écono-

2 Cf : cahiers de Critique communiste ; « *Mondialisation et impérialisme* » 2003

mique, le chaos de la marche à la guerre et précipitent sa faillite.

La guerre renforce ainsi les inégalités de façon insupportable. Elle aggrave les tensions entre les classes dans le même temps qu'elle sacrifie les vies humaines, ruine les populations des pays directement engagés dans cette course barbare, prépare un effondrement financier et économique, amplifie une crise écologique destructrice, engendre la réaction et la dictature.

Les dirigeants du monde actuel, de Trump à Macron, cherchent à soumettre leur population, nourrir le consentement ou au minimum imposer l'abattement et la renonciation. Il faudrait accepter les sacrifices quotidiens en se préparant peut être demain à « donner sa vie ». Il faut préparer les esprits, banaliser l'état de guerre permanent dans lequel ils engagent le monde. Cette spirale réactionnaire nourrit tous les reculs, le regain du racisme, du sexisme, de toutes les formes de discrimination et de haine sociale.

Les illusions pacifistes ou le mensonge d'un capitalisme sans guerre

Les consciences sont percutées, bouleversées par cette évolution. Cela nourrit l'inquiétude, l'angoisse et la révolte. Nombreuses et nombreux se posent la même question : comment mettre un terme à cette spirale sans fin, instaurer une ère de paix ?

Les pays riches occidentaux, malgré les sales guerres coloniales, en particulier celles d'Algérie et du Vietnam, ont connu depuis 80 ans la plus longue période historique sans conflits armés sur leur territoire. Cela favorise les illusions pacifistes, croire en la possibilité d'un capitalisme sans guerre. Cela n'a jamais existé. Le pacifisme ne combat pas les conflits mais il veut les neutraliser. C'est une illusoire politique de « cessez le feu » permanent qui cherche à combattre les conséquences de la concurrence capitaliste sans en comprendre les causes et les méthodes au moment même où, pour les classes dominantes des vieilles puissances impérialistes, la défense de leur domination implique un état de guerre permanent.

Un des enjeux de la période actuelle, c'est d'armer ces aspirations à la paix en les aidant à se dégager des illusions qui les accompagnent, cesser de subir passivement et individuellement pour essayer de comprendre et d'agir collectivement. Pour reprendre Rosa Luxemburg « *Celui qui veut sincèrement la paix et la libération du terrible fardeau des armements ne peut que vouloir le socialisme* ». ³

Le « non-alignement » de LFI, l'imposture « gaullo-mitterrandienne » et la défense du nationalisme, c'est-à-dire de la bourgeoisie

Face à l'abdication politique de toute la gauche institutionnelle et du mouvement syndical, LFI apparaît comme la principale force politique qui rompt avec le consensus parlementaire en particulier par son soutien au peuple

palestinien et la dénonciation du sionisme. Elle n'hésite pas à utiliser un langage radical et à affronter des campagnes de diffamation et d'attaques incessantes, en particulier l'accusation fallacieuse d'antisémitisme.

Ce radicalisme ne sort cependant pas du cadre de l'État national et des institutions internationales. Mélenchon reprend les termes de « non-alignement » en référence aux mouvements d'indépendance d'après-guerre et surtout à la politique gaulliste de non-alignement sur la politique des USA flattant en même temps la lutte anti-impérialiste qui prend le contenu de l'opposition aux USA et à l'offensive commerciale et militaire engagée par Trump.

Cet anti-impérialisme ne remet nullement en cause le capitalisme lui-même et compose avec une politique au service des intérêts nationaux français, c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Et Mélenchon est beaucoup plus prudent quand les intérêts immédiats de l'État français sont directement en jeu. Il ne remet pas en cause la politique de réarmement dont le groupe de son ami Dassault est un des principaux bénéficiaires.

Mélenchon prend acte de la fin d'une période historique, de l'affaiblissement des USA et de l'échec de leur nouvel ordre mondial.

Il défend l'idée de rompre avec les alliances passées pour en créer de nouvelles, avec la Chine et la Russie par exemple, d'État à État autour de « biens communs ». Il veut introduire de l'ordre pour créer un projet global mondial et il prête à la France, exaltée comme une « *puissance universelle* », un rôle singulier et décisif, en se revendiquant de De Gaulle et de Mitterrand. Et bien sûr, pour préserver l'indépendance nationale, il défend la souveraineté de l'industrie d'armement comme d'une « *armée nouvelle* » au service de la paix pour paraphraser Jaurès, dont l'arsenal devrait être écologique et durable, rien que ça !

Autrement dit, tout changer pour ne rien changer.

Au lieu de combattre l'attentisme et la passivité, il les cultive en appelant à faire confiance à toutes les institutions, tant au niveau national qu'international, c'est la « *nouvelle France* » dans le « *nouvel ordre légal international* » pour reprendre ses propres termes.

LFI voudrait nous faire croire qu'il y a pour la France une place à négocier dans un ordre mondial sous l'égide du droit international au moment même où se met en place l'engrenage vers des conflits dont aucun des acteurs ne voit d'autre issue que leur poursuite et leur aggravation. Elle entretient des illusions sur une paix possible sans contester l'ordre capitaliste.

« L'ennemi principal est dans notre propre pays ! » Karl Liebknecht, 1915⁴

Le mouvement ouvrier reste ainsi sans réelle réaction face au militarisme, désarmé entre une gauche parlementaire intégrée au système et nationaliste, des syndicats

³ <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/05/utopies.htm>

⁴ https://www.marxists.org/francais/liebknec/1915/liebknec_19150500.htm

au mieux pacifistes et l'extrême gauche antimilitariste et antiguerre divisée et sans politique.

Travailler à élaborer une politique de la lutte du mouvement ouvrier et révolutionnaire contre la guerre suppose d'en comprendre les origines, les causes, en quoi elle est organiquement liée à la marche du système, à la course au profit et à la concurrence et précipite sa faillite. C'est intégrer le caractère inédit de la période que nous vivons pour en dégager des perspectives nouvelles, les possibilités internationalistes et révolutionnaires.

Une 3^{ème} guerre mondiale est bien commencée à travers la mondialisation de la guerre. Il n'y a pas de place pour les faux espoirs et les illusions.

La France est toute entière engagée dans ce désordre mondial avec les fauteurs de guerre, rivaux ou alliés.

La classe ouvrière n'a aucune solidarité avec la classe dominante qui l'exploite et l'opprime, elle ne craint pas la défaite de celle-ci ou son affaiblissement, elle ne saurait limiter ses exigences ni abdiquer de son combat contre elle pour la renverser et prendre toute sa place dans la lutte pour changer le monde.

D'une façon générale tout ce qui contribue à affaiblir les puissances dominantes, les USA bien sûr mais aussi la France, leurs alliés occidentaux, est souhaitable. Nous sommes pour la défaite des USA comme de ses alliés dont la France. Cela ne signifie en rien un soutien aux régimes qu'ils combattent, que ce soit la Russie ou l'Iran dont les régimes tyranniques sont renforcés par la guerre. La seule issue à la guerre est la fraternisation des travailleur-es et des peuples contre les classes dirigeantes.

Guerre militaire et guerre sociale sont une même politique contre le prolétariat pour l'appropriation et le partage des richesses entre fractions capitalistes.

L'augmentation des budgets militaires est indissociable des attaques contre les services publics.

On ne peut combattre l'un sans combattre l'autre dans une même lutte de classe contre l'État et la bourgeoisie qu'il sert, un combat qui remet en cause leur domination pour tracer la perspective du pouvoir des travailleur-es.

C'est en ce sens qu'Engels écrivait qu'avec le capitalisme, « *le militarisme devra périr, comme tout phénomène historique, des conséquences de son propre développement.* »⁵

Le militarisme et la guerre préparent de nouvelles crises révolutionnaires

Il y a une autre issue à la militarisation du monde que les vœux pieux du pacifisme impuissant ou l'imposture d'une politique bourgeoise « progressiste », cette issue ne relève pas d'une idéologie prétendant réformer le monde ou le pacifier mais du contenu révolutionnaire de la période inédite que nous vivons et des perspectives qu'elle ouvre pour le prolétariat.

L'heure n'est pas à un nouvel ordre bourgeois ripoliné par le pacifisme, l'avenir n'est pas à la stabilisation du capitalisme mais à l'aggravation de ses crises, politiques, économiques, sociales, climatiques et militaires. Et il n'y a pas de réponse institutionnelle à cela, pas plus de droit international que de dialogue social ! Mamdani ne sauvera pas l'Amérique, Francesca Albanese ne sauvera pas l'ONU pas plus que Mélenchon ne sauvera la France !

Toute l'évolution appelle au contraire à la coopération et à la solidarité internationale, la fraternisation des peuples et des travailleur-es, au passage vers le socialisme par la lutte indépendante du monde du travail et de ses organisations pour diriger la société.

Ce mouvement commence, encore modeste, sous nos yeux. Les luttes du prolétariat connaissent un regain, dans les bastions du capitalisme mais aussi à l'échelle mondiale avec en particulier tous les soulèvements de la Gen Z.

Dans leur diversité et leur multiplicité ils se heurtent à bien des difficultés et des limites mais ce sont autant d'expériences concrètes qui participent de manière active à la transformation des consciences et à l'organisation du prolétariat à l'échelle mondiale. Elles posent la question de qui dirige la société et comment, soit l'anarchie de la concurrence capitaliste, soit le socialisme sous la direction démocratique et révolutionnaire des peuples et du monde du travail.

Ces mouvements portent en eux le besoin d'un parti de la révolution, d'une nouvelle internationale des travailleur-es qui se forgeront à travers les combats à venir et la prise de conscience de la nécessité de se rassembler autour de ce qui nous est commun, de ce qui rassemble les travailleur-es dans la lutte pour leurs intérêts en rupture avec le capitalisme, pour leur émancipation.

Ici, les militant-es du NPA-R ainsi que celles qui militent dans d'autres courants ou n'ont pas de cadre organisé ont à prendre en main la construction de ce processus démocratique d'organisation du monde du travail et de la jeunesse pour faire vivre la diversité en son sein. Quels que soient les choix des un-es et des autres, plutôt que d'arbitrer la concurrence LO, RP, NPA-R ou NPA-A de Besancenot, nous pouvons contribuer à décroiser les discussions, faire tomber les barrières, créer les conditions de l'unité en menant un débat politique pour définir ce qui nous rassemble dans la lutte contre la guerre sociale et militaire. Il s'agit de plonger pleinement dans les évolutions en cours, porter sans réserve la discussion sur la période pour contribuer à la naissance d'un mouvement révolutionnaire nouveau qui dépassera ses divisions et rivalités sectaires pour offrir un cadre démocratique à toutes celles et ceux qui cherchent aujourd'hui à se battre contre la guerre et le capitalisme.

Pour regagner la confiance, les travailleur-es, les jeunes ont besoin de donner ensemble un sens commun à leurs révoltes et à leurs luttes, les unir contre la domination capitaliste et la guerre.

⁵ <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611s.htm>